



Comprendre la guerre en Libye 2/3

Par [Michel Collon](#)

Mondialisation.ca, 10 avril 2011

michelcollon.info 10 avril 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [LE MAGHREB](#)

Quels sont les véritables objectifs des Etats-Unis ? A ce stade de notre réflexion, plusieurs indices permettent déjà d'écarter définitivement la thèse de la guerre humanitaire ou de la réaction impulsive face aux événements. Si Washington et Paris ont délibérément refusé toute négociation, s'ils ont « travaillé » depuis un bon moment l'opposition libyenne et préparé des scénarios détaillés d'intervention, si les porte-avions se tenaient depuis longtemps prêts à intervenir (comme l'a confirmé l'amiral Gary Roughead, chef de l'US Navy : « Nos forces étaient déjà positionnées contre la Libye », Washington, 23 mars), c'est forcément que cette guerre n'a pas été décidée au dernier moment en réaction à des événements soudains, mais qu'elle avait été planifiée. Parce qu'elle poursuit des objectifs majeurs qui dépassent largement la personne de Kadhafi. Lesquels ?

Pour lire la partie 1 [cliquez ici](#)

Les objectifs des USA vont bien au-delà du pétrole

Dans cette guerre contre la Libye, Washington poursuit plusieurs objectifs simultanément : 1. Contrôler le pétrole. 2. Sécuriser Israël. 3. Empêcher la libération du monde arabe. 4. Empêcher l'unité africaine. 5. Installer l'Otan comme gendarme de l'Afrique.

Ça fait beaucoup d'objectifs ? Oui. Tout comme lors des guerres précédentes : Irak, Yougoslavie, Afghanistan. En effet, une guerre de ce type coûte cher et comporte des risques importants pour l'image des Etats-Unis, surtout quand ils ne parviennent pas à gagner. Si Obama déclenche une telle guerre, c'est qu'il en attend des gains très importants.

Objectif n° 1 : Contrôler l'ensemble du pétrole

Certains disent que cette fois, ce n'est pas une guerre du pétrole, car les quantités libyennes seraient marginales dans la production mondiale et que, de toute façon, Kadhafi vendait déjà son pétrole aux Européens. Mais ils ne comprennent pas en quoi consiste la « guerre mondiale du pétrole »...

Avec l'aggravation de la crise générale du capitalisme, les grandes puissances économiques se livrent une compétition de plus en plus acharnée. Les places sont chères dans ce jeu de chaises musicales. Pour garantir une chaise à ses multinationales, chaque puissance doit se battre sur tous les fronts : conquérir des marchés, conquérir des zones de main d'œuvre profitable, obtenir de gros contrats publics et privés, s'assurer des monopoles commerciaux,

contrôler des Etats qui lui accorderont des avantages... Et surtout, s'assurer la domination sur des matières premières convoitées. Et avant tout, le pétrole.

En 2000, analysant les guerres à venir dans notre livre Monopoly, nous écrivions : « Qui veut diriger le monde, doit contrôler le pétrole. Tout le pétrole. Où qu'il soit. ». Si vous êtes une grande puissance, il ne vous suffit pas d'assurer votre propre approvisionnement en pétrole. Vous voudrez plus, vous voudrez le maximum. Non seulement pour les énormes profits, mais surtout parce qu'en vous assurant un monopole, vous serez à même d'en priver vos rivaux trop gênants ou de les soumettre à vos conditions. Vous détiendrez l'arme absolue. Chantage ? Oui.

Depuis 1945, les Etats-Unis ont tout fait pour s'assurer ce monopole sur le pétrole. Un pays rival comme le Japon dépendait par exemple à 95% des USA pour son approvisionnement en énergie. De quoi garantir son obéissance. Mais les rapports de force changent, le monde devient multipolaire et les Etats-Unis font face à la montée de la Chine, à la remontée de la Russie, à l'émergence du Brésil et d'autres pays du Sud. Le monopole devient de plus en plus difficile à maintenir.

Le pétrole libyen, c'est seulement 1% ou 2% de la production mondiale ? D'accord, mais il est de la meilleure qualité, d'extraction facile et donc très rentable. Et surtout il est situé tout près de l'Italie, de la France et de l'Allemagne. Importer du pétrole du Moyen-Orient, d'Afrique noire ou d'Amérique latine se ferait à un coût bien supérieur. Il y a donc bel et bien bataille pour l'or noir libyen. D'autant plus pour un pays comme la France, la plus engagée dans un programme nucléaire devenu bien hasardeux.

Dans ce contexte, il faut rappeler deux faits. 1. Kadhafi désirait porter la participation de l'Etat libyen dans le pétrole de 30% à 51%. 2. Le 2 mars dernier, Kadhafi s'était plaint que la production pétrolière de son pays était au plus bas. Il avait menacé de remplacer les firmes occidentales ayant quitté la Libye par des sociétés chinoises, russes et indiennes. Est-ce une coïncidence ? Chaque fois qu'un pays africain commence à se tourner vers la Chine, il lui arrive des problèmes.

Voici un autre indice : Ali Zeidan, l'homme qui a lancé le chiffre de « six mille morts civils », qui auraient été victimes des bombardements de Kadhafi, cet homme est aussi le porte-parole du fameux CNT, le gouvernement d'opposition, reconnu par la France. Eh bien, à ce titre, Ali Zeidan a déclaré que « les contrats signés seront respectés », mais que le futur pouvoir « prendra en considération les nations qui nous ont aidés » ! C'est donc bien une nouvelle guerre du pétrole. Mais elle ne se déroule pas seulement contre la Libye...

Pourquoi ces rivalités USA - France - Allemagne ?

Si la guerre contre la Libye est juste humanitaire, on ne comprend pas pourquoi ceux qui la mènent se disputent entre eux. Pourquoi Sarkozy s'est-il précipité pour être le premier à bombarder ? Pourquoi s'est-il fâché lorsque l'Otan a voulu prendre le contrôle des opérations ? Son argument « L'Otan est impopulaire dans les pays arabes » ne tient pas debout. Comme si lui, Sarkozy, y était tellement populaire après avoir à ce point protégé Israël et Ben Ali !

Pourquoi l'Allemagne et l'Italie ont-elles été si réticentes face à cette guerre ? Pourquoi le ministre italien Frattini a-t-il d'abord déclaré qu'il fallait « défendre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Libye » et que « l'Europe ne devrait pas exporter la démocratie

en Libye »[1] ? Simples divergences sur l'efficacité humanitaire ? Non, il s'agit là aussi d'intérêts économiques. Dans une Europe confrontée à la crise, les rivalités sont de plus en plus fortes aussi. Il y a quelques mois encore, on défilait à Tripoli pour embrasser Kadhafi et empocher les gros contrats libyens. Ceux qui les avaient obtenus, n'avaient pas intérêt à le renverser. Ceux qui ne les avaient pas obtenus, y ont intérêt.

Qui était le premier client du pétrole libyen ? L'Italie. Qui était le deuxième ? L'Allemagne. Continuons avec les investissements et les exportations des puissances européennes... Qui avait obtenu le plus de contrats en Libye ? L'Italie. Numéro deux ? L'Allemagne.

C'est la firme allemande BASF qui était devenue le principal producteur de pétrole en Libye avec un investissement de deux milliards d'euros. C'est la firme allemande DEA, filiale du géant de l'eau RWE, qui a obtenu plus de quarante mille kilomètres carrés de gisements de pétrole et de gaz. C'est la firme allemande Siemens qui a joué le rôle majeur dans les énormes investissements du gigantesque projet « Great Man Made River » : le plus grand projet d'irrigation au monde, un réseau de pipelines pour amener l'eau depuis la nappe aquifère de la Nubie jusqu'au désert du Sahara. Plus de 1.300 puits, souvent à plus de cinq cents mètres de profondeur qui, une fois tous les travaux terminés, fourniront chaque jour 6,5 millions de mètres cubes d'eau à Tripoli, Benghazi, Syrte et d'autres villes. [2] 25 milliards de dollars qui ont attiré quelques convoitises ! De plus, avec ses pétrodollars, la Libye avait aussi engagé un très ambitieux programme pour renouveler ses infrastructures, construire des écoles et des hôpitaux et pour industrialiser le pays.

Profitant de sa puissance économique, l'Allemagne a noué des partenariats économiques privilégiés avec la Libye, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe arabe. Elle n'a donc aucune envie d'abîmer son image dans le monde arabe. Quant à l'Italie, il faut rappeler qu'elle colonisa la Libye avec une brutalité inouïe en s'appuyant sur les tribus de l'ouest contre celles de l'est. Aujourd'hui, à travers Berlusconi, les sociétés italiennes ont obtenu quelques beaux contrats. Elles ont donc beaucoup à perdre. Par contre, la France et l'Angleterre qui n'ont pas obtenu les plus beaux morceaux du gâteau, sont à l'offensive pour obtenir le repartage de ce gâteau. Et la guerre en Libye est tout simplement le prolongement de la bataille économique par d'autres moyens. Le monde capitaliste n'est vraiment pas beau.

La rivalité économique se transpose sur le plan militaire. Dans une Europe en crise et dominée par une Allemagne ultraperformante (grâce notamment à sa politique de bas salaires), la France rompt ses alliances et se tourne à présent vers la Grande-Bretagne pour tenter de rééquilibrer la situation. Paris et Londres ont davantage de moyens militaires que Berlin, et tentent de jouer cette carte pour contrer leur faiblesse économique.

Objectif n° 2 : Sécuriser Israël

Au Moyen-Orient, tout est lié. Comme Noam Chomsky nous l'a expliqué dans un entretien [3] : « A partir de 1967, le gouvernement US a considéré Israël comme un investissement stratégique. C'était un des commissariats de quartier chargés de protéger les dictatures arabes productrices de pétrole. ». Israël, c'est le flic du Moyen-Orient.

Seulement, le problème nouveau pour Washington, c'est que les nombreux crimes commis par Israël (Liban, Gaza, flotille humanitaire...) l'isolent de plus en plus. Les peuples arabes réclament la fin de ce colonialisme. Du coup, c'est le « flic » qui a besoin d'être protégé. Israël ne peut survivre sans un entourage de dictatures arabes ne tenant aucun compte de

la volonté de leurs peuples d'être solidaires des Palestiniens. C'est pourquoi Washington a protégé Moubarak et Ben Ali, et protégera les autres dictateurs.

Les Etats-Unis craignent de « perdre » la Tunisie et l'Egypte dans les années à venir. Ce qui changerait les rapports de force dans la région. Après la guerre contre l'Irak en 2003, qui était aussi un avertissement et une intimidation envers tous les autres dirigeants arabes, Kadhafi avait senti la menace. Il avait donc multiplié les concessions, parfois exagérées, aux puissances occidentales et à leur néolibéralisme. Ce qui l'avait affaibli sur le plan intérieur des résistances sociales. Quand on cède au FMI, on fait du tort à sa population. Mais si demain la Tunisie et l'Egypte virent à gauche, Kadhafi pourra sans doute revenir sur ces concessions.

Un axe de résistance Le Caire – Tripoli – Tunis, tenant tête aux Etats-Unis et décidé à faire plier Israël serait un cauchemar pour Washington. Faire tomber Kadhafi, c'est donc de la prévention.

Objectif n° 3 : Empêcher la libération du monde arabe

Qui règne aujourd'hui sur l'ensemble du monde arabe, son économie, ses ressources et son pétrole ? Pas les peuples arabes, on le sait. Mais pas non plus les dictateurs en place. Certes, ils occupent le devant de la scène, mais les véritables maîtres sont dans les coulisses.

Ce sont les multinationales US et européennes qui décident ce qu'on va produire ou non dans ces pays, quels salaires on paiera, à qui profiteront les revenus du pétrole et quels dirigeants on y imposera. Ce sont les multinationales qui enrichissent leurs actionnaires sur le dos des populations arabes.

Imposer des tyrans à l'ensemble du monde arabe a des conséquences très graves : le pétrole, mais aussi les autres ressources naturelles servent seulement aux profits des multinationales, pas à diversifier l'économie locale et à créer des emplois. En outre, les multinationales imposent des bas salaires dans le tourisme, les petites industries et les services en sous-traitance.

Du coup, ces économies restent dépendantes, déséquilibrées et elles ne répondent pas aux besoins des peuples. Dans les années à venir, le chômage va encore s'aggraver. Car 35% des Arabes ont moins de quinze ans. Les dictateurs sont des employés des multinationales, chargés d'assurer leurs profits et de briser la contestation. Les dictateurs ont pour rôle d'empêcher la Justice sociale.

Trois cent millions d'Arabes répartis en vingt pays, mais se considérant à juste titre comme une seule nation, se trouvent donc placés face à un choix décisif : accepter le maintien de ce colonialisme ou devenir indépendants en empruntant une voie nouvelle ? Tout autour, le monde est en plein bouleversement : la Chine, le Brésil et d'autres pays s'émancipent politiquement, ce qui leur permet de progresser économiquement. Le monde arabe demeurera-t-il en arrière ? Restera-t-il une dépendance des Etats-Unis et de l'Europe, une arme que ceux-ci utilisent contre les autres nations dans la grande bataille économique et politique internationale ? Ou bien l'heure de la libération va-t-elle enfin sonner ?

Cette idée terrorise les stratèges de Washington. Si le monde arabe et le pétrole leur échappent, c'en est fini de leur domination sur la planète. Car les Etats-Unis, puissance en

déclin économique et politique, sont de plus en plus contestés : par l'Allemagne, par la Russie, par l'Amérique latine et par la Chine. En outre, de nombreux pays du Sud aspirent à développer les relations Sud - Sud, plus avantageuses que la dépendance envers les Etats-Unis.

Ceux-ci ont de plus en plus de mal à se maintenir comme la plus grande puissance mondiale, capable de piller des nations entières et capable de porter la guerre partout où ils le décident. Répétons-le : si demain le monde arabe s'unit et se libère, si les Etats-Unis perdent l'arme du pétrole, ils ne seront plus qu'une puissance de second rang dans un monde multipolaire. Mais ce sera un grand progrès pour l'humanité : les relations internationales prendront un nouveau cours, et les peuples du Sud pourront enfin décider de leur propre sort et en finir avec la pauvreté.

Ceux pour qui la démocratie est dangereuse

Les puissances coloniales ou néocoloniales d'hier nous jurent qu'elles ont changé. Après avoir financé, armé, conseillé et protégé Ben Ali, Moubarak et compagnie, voilà que les Etats-Unis, la France et les autres nous inondent de déclarations touchantes. Comme Hillary Clinton : « Nous soutenons l'aspiration des peuples arabes à la démocratie. »

C'est un mensonge total. Les Etats-Unis et leurs alliés ne veulent absolument pas d'une démocratie arabe, ne veulent absolument pas que les Arabes puissent décider sur leur pétrole et leurs autres richesses. Ils ont donc tout fait pour freiner la démocratisation, pour maintenir au pouvoir des responsables de l'ancien régime. Et, quand cela échoue, pour imposer d'autres dirigeants à eux, chargés de démobiliser les résistances populaires. Le pouvoir égyptien vient par exemple de prendre des mesures anti-grèves très brutales.

Expliquer la guerre contre la Libye par cette idée qu'après la Tunisie et l'Egypte, Washington et Paris auraient « compris » et voudraient se donner bonne conscience ou en tout cas redorer leur blason, ce n'est donc qu'une grosse tromperie. En réalité, la politique occidentale dans le monde arabe forme un ensemble qui s'applique sous trois formes diverses : 1. Maintenir des dictatures répressives. 2. Remplacer Moubarak et Ben Ali par des pions sous contrôle. 3. Renverser les gouvernements de Tripoli, Damas et Téhéran pour recoloniser ces pays « perdus ». Trois méthodes, mais un même objectif : maintenir le monde arabe sous domination pour continuer à l'exploiter.

La démocratie est dangereuse quand on représente seulement les intérêts d'une toute petite minorité sociale. Ce qui fait très peur aux Etats-Unis, c'est que le mécontentement social a éclaté dans pratiquement toutes les dictatures arabes... En Irak (et nos médias n'en ont rien dit), de nombreuses grèves ont touché le pétrole, le textile, l'électricité et d'autres secteurs. A Kut, les troupes US ont même encerclé une usine textile en grève. On a manifesté dans seize des dix-huit provinces, toutes communautés confondues, contre ce gouvernement corrompu qui abandonne son peuple dans la misère. A Bahrein, sous la pression de la rue, le roi a fini par promettre une bourse spéciale de 2.650 \$ à chaque famille. A Oman, le sultan Qaboos bin Said a remplacé la moitié de son gouvernement et augmenté le salaire minimum de 40%, ordonnant de créer cinquante mille emplois. Même le roi saoudien Fahd a débloqué 36 milliards de dollars pour aider les familles à bas et moyens revenus !

Evidemment, une question surgit de suite chez tous les gens simples : mais s'ils avaient tout cet argent, pourquoi le gardaient-ils dans leurs coffres ? La question suivante étant :

combien d'autres milliards ont-ils volé à leurs peuples avec la complicité des Etats-Unis ? Et la dernière : comment mettre fin à ce vol ?

« Révolutions Facebook », grand complot US ou vraies révolutions ?

Une interprétation erronée s'est répandue sur Internet : les révolutions arabes auraient été déclenchées et manipulées par les Etats-Unis. Ils en auraient tiré les ficelles pour opérer des changements bien contrôlés et pouvoir attaquer la Libye, la Syrie, l'Iran. Tout aurait été « fabriqué ». L'argument pour cette thèse : des organismes plus ou moins officiels avaient invité aux USA et formé des « cyberactivistes » arabes qui ont joué un rôle en pointe dans la circulation des infos et qui ont symbolisé une révolution de type nouveau, la « révolution Facebook ».

L'idée de ce grand complot ne tient pas. En réalité, les Etats-Unis ont tout fait pour maintenir aussi longtemps que possible Moubarak, dictateur bien utile. Cependant, ils le savaient en mauvaise santé et « fini ». Dans ce genre de situations, ils préparent évidemment un « Plan B » et même un « Plan C ». Le Plan B consistait à remplacer Moubarak par un de ses adjoints. Mais ça avait peu de chances de marcher, vu la colère profonde du peuple égyptien.

Donc, ils avaient préparé aussi un, voire plusieurs Plan C, comme ils le font d'ailleurs dans pratiquement tous les pays qu'ils veulent contrôler. Ca consiste en quoi ? Ils achètent à l'avance quelques opposants et intellectuels - que ceux-ci s'en rendent compte ou non - et « investissent » donc dans l'avenir. Le jour venu, ils propulsent ces gens sur le devant de la scène. Combien de temps ça marchera, c'est une autre question dès lors que la population est mobilisée et qu'un régime, même relifté, ne peut résoudre les revendications populaires si son but est de maintenir l'exploitation des gens.

Parler de « révolution Facebook » est un mythe qui arrange bien les USA. Autant nous avons signalé depuis longtemps l'importance cruciale des nouvelles méthodes d'info et de mobilisation sur Internet, autant est absurde l'idée que Facebook remplacerait les luttes sociales et les révolutions. Cette idée convient bien aux grands capitalistes (dont Moubarak était le représentant), mais en réalité ce qu'ils craignent par dessus tout, c'est la contestation des travailleurs, car elle met directement en danger leur source de profits.

Le rôle des travailleurs

Facebook est une méthode de lutte, ce n'est pas l'essence de la révolution. Cette présentation veut escamoter le rôle de la classe ouvrière (au sens large), qui serait remplacée par Internet. En réalité, une révolution est une action par laquelle ceux d'en bas donnent leur congé à ceux d'en haut. Avec un changement radical non seulement du personnel politique, mais surtout dans les rapports d'exploitation sociale.

Aïe ! Selon nos grands penseurs officiels, ça fait longtemps qu'on n'aurait plus le droit d'employer le terme « lutte de classe » qui serait dépassé et même un peu obscène. Pas de chance pour vous, le deuxième homme le plus riche du monde, le grand boursier Warren Buffet, a lâché le morceau il y a quelque temps : « D'accord, il y a une lutte de classe en Amérique. Mais c'est ma classe, la classe des riches, qui fait la guerre et nous la gagnons. ».

[4] Ça, Monsieur Buffett, il ne faut jamais en jurer avant la fin de la pièce ! Rira bien...

Mais les réalités tunisiennes et égyptiennes confirment la réalité de la lutte des classes, en

accord avec Monsieur Buffett... Quand Ben Ali a-t-il fait sa valise ? Le 14 janvier, quand les travailleurs tunisiens étaient engagés dans une grève générale. Quand Moubarak a-t-il quitté son trône ? Lorsqu'une puissante grève des ouvriers égyptiens a paralysé les usines de textile, la poste et même les médias officiels. Explication par Joel Beinin, professeur à l'université de Stanford et ancien directeur à l'université américaine du Caire : « Ces dix dernières années, une vague énorme de protestations sociales avaient touché plus de deux millions de travailleurs dans plus de trois mille grèves, sit-ins et autres formes de protestation. Tel était l'arrière-plan de tout ce soulèvement révolutionnaire des dernières semaines... Mais dans les derniers jours, on a vu des dizaines de milliers de travailleurs lier leurs revendications économiques avec l'exigence d'abolir le régime Moubarak... ». [5]

La révolution arabe ne fait que commencer. Après les premières victoires populaires, la classe dominante, toujours au pouvoir, tente d'apaiser le peuple avec quelques petites concessions. Obama souhaitait que la rue se calme au plus vite et que tout reste comme avant. Cela peut marcher un temps, mais la révolution arabe est en route. Elle peut prendre des années mais sera difficile à arrêter.

Objectif n° 4 : Empêcher l'unité africaine

Continent le plus riche de la planète, avec une profusion de ressources naturelles, l'Afrique est aussi le plus pauvre. 57% vivent sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins d'1,25 \$ par jour.

La clé de ce mystère ? C'est justement que les multinationales ne paient pas ces matières premières, elles les volent. En Afrique, elles pillent les ressources, imposent des bas salaires, des accords commerciaux défavorables et des privatisations nuisibles, elles exercent toutes sortes de pressions et chantages sur des Etats faibles, elles les étranglent par une Dette injuste, elles installent des dictateurs complaisants, elles provoquent des guerres civiles dans les régions convoitées.

L'Afrique est stratégique pour les multinationales, car leur prospérité est basée sur le pillage de ces ressources. Si un prix correct était payé pour l'or, le cuivre, le platine, le coltan, le phosphate, les diamants et les produits agricoles, les multinationales seraient beaucoup moins riches mais les populations locales pourraient échapper à la pauvreté.

Pour les multinationales des Etats-Unis et d'Europe, il est donc vital d'empêcher l'Afrique de s'unir et de s'émanciper. Elle doit rester dépendante. Un exemple, bien exposé par un auteur africain, Jean-Paul Pougala... « L'histoire démarre en 1992 lorsque quarante-cinq pays africains créent la société RASCOM pour disposer d'un satellite africain et faire chuter les coûts de communication sur le continent. Téléphoner de et vers l'Afrique est alors le tarif le plus cher au monde, parce qu'il y avait un impôt de 500 millions de dollars que l'Europe encaissait par an sur les conversations téléphoniques même à l'intérieur du même pays africain, pour le transit des voix sur les satellites européens comme Intelsat.

Un satellite africain coûtait juste 400 millions de dollars payable une seule fois et ne plus payer les 500 millions de location par an. Quel banquier ne financerait pas un tel projet ? Mais l'équation la plus difficile à résoudre était : comment l'esclave peut-il s'affranchir de l'exploitation servile de son maître en sollicitant l'aide de ce dernier pour y parvenir ? Ainsi, la Banque Mondiale, le FMI, les USA, l'Union Européenne ont fait miroiter inutilement ces pays pendant quatorze ans. C'est en 2006 que Kadhafi met fin au supplice de l'inutile mendicité aux prétendus bienfaiteurs occidentaux pratiquant des prêts à un taux usuraire ;

Le guide libyen a ainsi mis sur la table 300 millions de dollars, La Banque Africaine de Développement a mis 50 millions, la Banque Ouest Africaine de Développement, 27 millions et c'est ainsi que l'Afrique a depuis le 26 décembre 2007 le tout premier satellite de communication de son histoire. Dans la foulée, la Chine et la Russie s'y sont mises, cette fois en cédant leur technologie et ont permis le lancement de nouveaux satellites, sud-africain, nigérian, angolais, algérien et même un deuxième satellite africain est lancé en juillet 2010. Et on attend pour 2020, le tout premier satellite technologiquement 100% africain et construit sur le sol africain, notamment en Algérie. Ce satellite est prévu pour concurrencer les meilleurs du monde, mais à un coût dix fois inférieur, un vrai défi.

Voilà comment un simple geste symbolique de 300 petits millions peut changer la vie de tout un continent. La Libye de Kadhafi a fait perdre à l'Occident, pas seulement 500 millions de dollars par an mais les milliards de dollars de dettes et d'intérêts que cette même dette permettait de générer à l'infini et de façon exponentielle, contribuant ainsi à entretenir le système occulte pour dépouiller l'Afrique. (...) C'est la Libye de Kadhafi qui offre à toute l'Afrique sa première vraie révolution des temps modernes : assurer la couverture universelle du continent pour la téléphonie, la télévision, la radiodiffusion et de multiples autres applications telles que la télémédecine et l'enseignement à distance ; pour la première fois, une connexion à bas coût devient disponible sur tout le continent, jusque dans les zones rurales grâce au système par pont radio WMAX. » [6]

Tiens, voilà quelque chose qu'on ne nous avait pas raconté sur le méchant Kadhafi ! Qu'il aidait les Africains à s'émanciper de l'étouffante tutelle des Occidentaux. Y aurait-il encore d'autres non dits de ce genre ?

Kadhafi a défié le FMI et Obama joue les pick-pockets

Oui. En soutenant le développement du « Fonds monétaire africain » (FMA), Kadhafi a commis le crime de défier le Fonds Monétaire International (FMI). On sait que le FMI, contrôlé par les Etats-Unis et l'Europe, et présidé par Dominique Strauss-Kahn, exerce un véritable chantage sur les pays en développement. Il leur prête seulement à condition que ces pays acceptent de se défaire de leurs entreprises au profit des multinationales, de passer des commandes inintéressantes ou de réduire leurs budgets santé et éducation. Bref, ce banquier FMI est très nuisible.

Eh bien, de même que les Latinos ont lancé leur propre Banco Sur, pour contrer les chantages arrogants du FMI et décider eux-mêmes quels projets vraiment utiles ils veulent financer, voici que le FMA pourrait commencer à offrir une voie plus indépendante aux Africains. Et qui finance le FMA ? L'Algérie a fourni 16 milliards, et la Libye 10 milliards. Soit ensemble 62% de son capital.

Mais, dans la plus grande discrétion médiatique, Obama vient tout simplement de voler trente milliards au peuple libyen. Comment ça s'est passé ? Le 1er mars (bien avant la résolution de l'ONU), il a donné l'ordre au Trésor US de bloquer les dépôts de la Libye aux USA. Puis, le 17 mars, il s'est arrangé pour insérer dans la résolution 1973 de l'ONU une petite phrase autorisant à geler les avoirs de la banque centrale de Libye mais aussi de la compagnie nationale libyenne du pétrole. On sait que Kadhafi a amassé un trésor pétrolier qui lui a permis d'investir dans de grandes sociétés européennes, dans de grands projets de développement africain (et peut-être aussi dans certaines campagnes électorales

européennes, mais ceci ne semble pas constituer une forme efficace d'assurance-vie !)...

Bref, la Libye est un pays assez riche (200 milliards de dollars de réserves) qui a attiré les convoitises d'une puissance hyper-endettée : les Etats-Unis. Alors, pour détourner les dizaines de milliards de dollars de la banque nationale libyenne, bref pour faire les poches du peuple libyen, Obama a simplement baptisé tout ça « source potentielle de financement du régime Kadhafi » et le tour était joué. Un vrai pick-pocket.

Malgré tous ses efforts pour amadouer l'Occident en multipliant les concessions au néolibéralisme, Kadhafi inquiétait toujours les dirigeants des Etats-Unis. Un câble de l'ambassade US à Tripoli, datant de novembre 2007, déplore cette résistance : « Ceux qui dominent la direction politique et économique de la Libye poursuivent des politiques de plus en plus nationalistes dans le secteur de l'énergie. » Refuser la privatisation tous azimuts, ça mérite donc des bombardements ? La guerre est bel et bien la continuation de l'économie par d'autres moyens.

Objectif n° 5 : Installer l'Otan comme gendarme de l'Afrique

Au départ, l'Otan était censée protéger l'Europe contre la « menace militaire soviétique ». Donc, une fois l'URSS disparue, l'Otan aurait dû disparaître aussi. Mais ce fut tout le contraire...

Après avoir bombardé en Bosnie en 1995, Javier Solana, secrétaire-général de l'Otan, déclarait : « L'expérience acquise en Bosnie pourra servir de modèle pour nos opérations futures de l'Otan ». A l'époque, j'avais donc écrit : « L'Otan réclame en fait une zone d'action illimitée. La Yougoslavie a été un laboratoire pour préparer de prochaines guerres. Où auront-elles lieu ? ». [7] Et je proposais cette réponse : « Axe n° 1 : Europe de l'Est. Axe n° 2 : Méditerranée et Moyen-Orient. Axe n° 3 : le tiers monde en général. » Nous y sommes, c'est ce programme qui se réalise aujourd'hui.

Dès 1999, l'Otan bombardait la Yougoslavie. Une guerre pour soumettre ce pays au néolibéralisme, ainsi que nous l'avons vu. Etudiant les analyses des stratèges US, je soulignai alors cette phrase de l'un d'eux, Stephen Blank : « Les missions de l'Otan seront de plus en plus 'out of area' (hors de sa zone de défense). Sa fonction principale deviendrait donc d'être le véhicule de l'intégration de régions toujours plus nombreuses dans la communauté occidentale économique, de sécurité, politique et culturelle. » [8]

Soumettre des régions toujours plus nombreuses à l'Occident ! J'écrivis alors : « L'Otan est l'armée au service de la globalisation, l'armée des multinationales. Pas à pas, l'Otan se transforme bel et bien en gendarme du monde. » [9]. Et j'indiquais les prochaines cibles probables de l'Otan : Afghanistan, Caucase, retour en Irak... Pour commencer.

Aujourd'hui que tout cela s'est effectivement réalisé, certains me demandent : « Vous aviez une boule de cristal ? ». Pas besoin de boule de cristal, il suffit d'étudier les documents du Pentagone et des grands bureaux de stratégie US, qui ne sont même pas secrets, et de saisir leur logique.

Et cette logique de l'Empire est en fait très simple : 1. Le monde est une source de profits. 2. Pour gagner la guerre économique, il faut être la superpuissance dominante. 3. Pour ça, il faut contrôler les matières premières, les régions et les routes stratégiques. 4. Toute

résistance à ce contrôle doit être brisée : par la corruption, le chantage ou la guerre, peu important les moyens. 5. Pour rester la superpuissance dominante, il faut absolument empêcher les rivaux de s'allier contre le maître.

Expansion de l'Otan : sur trois continents déjà !

Pour défendre ces intérêts économiques et devenir le gendarme du monde, les dirigeants de l'Otan sèment la panique : « Notre monde sophistiqué, industrialisé et complexe a été assailli par bon nombre de menaces mortelles : changement climatique, sécheresse, famine, cybersécurité, question énergétique » [10], Ainsi, des problèmes non militaires, mais sociaux et environnementaux sont utilisés comme prétextes pour augmenter les armements et les interventions militaires.

Le but de l'Otan est en fait de se substituer à l'ONU. Cette militarisation du monde rend notre avenir de plus en plus dangereux. Et cela a bien sûr un coût terrible : les Etats-Unis prévoient pour 2011 un budget militaire record de 708 milliards. Soit 2.320 dollars par habitant ! Deux fois plus qu'aux débuts de Bush. De plus, le ministre US de la Guerre, Robert Gates, ne cesse de pousser les Européens à dépenser plus : « La démilitarisation de l'Europe constitue un obstacle à la sécurité et à une paix durable au 21ème siècle. » [11] Les pays européens ont dû s'engager envers Washington à ne pas diminuer leurs dépenses militaires. Tout profit pour les firmes d'armement.

L'expansion mondiale de l'Otan n'a rien à voir avec Kadhafi, Saddam Hussein ou Milosevic. Il s'agit d'un plan global pour maintenir la domination sur la planète et ses richesses, pour maintenir les privilèges des multinationales, pour empêcher les peuples de choisir leur propre voie. L'Otan a protégé Ben Ali, Moubarak et les tyrans d'Arabie saoudite, l'Otan protégera ceux qui vont leur succéder, l'Otan brisera seulement ceux qui résistent à l'Empire.

Pour devenir gendarme du monde, l'Otan avance en effet pas à pas. Une guerre en Europe contre la Yougoslavie, une guerre en Asie contre l'Afghanistan et à présent, une guerre en Afrique contre la Libye. Déjà trois continents ! Elle avait bien été tentée d'intervenir aussi en Amérique latine en organisant des manœuvres contre le Venezuela il y a deux ans. Mais là, c'était trop risqué, car l'Amérique latine est de plus en plus unie et refuse les « gendarmes » des USA.

Pourquoi Washington veut-elle absolument installer l'Otan comme gendarme de l'Afrique ? A cause des nouveaux rapports de forces mondiaux, analysés plus haut : Etats-Unis en déclin, contestés : par l'Allemagne, la Russie, l'Amérique latine et la Chine, et même par des pays petits et moyens du tiers monde.

Pourquoi ne parle-t-on pas d'Africom ?

Ce qui inquiète le plus Washington, c'est la puissance croissante de la Chine. Proposant des relations plus égalitaires aux pays asiatiques, africains et latino-américains, achetant les matières premières à meilleur prix et sans chantage colonial, proposant des crédits plus intéressants, réalisant des travaux d'infrastructure utiles au développement, la Chine leur offre une alternative à la dépendance envers Washington, Londres ou Paris. Alors, que faire pour contrer la Chine ?

Le problème, c'est qu'une puissance en déclin économique a moins de moyens de pression

financière même sur les pays africains, les Etats-Unis ont donc décidé d'utiliser leur meilleure carte : la carte militaire. Il faut savoir que leurs dépenses militaires dépassent celles de tous les autres pays du globe réunis. Depuis plusieurs années, ils avancent peu à peu leurs pions sur le continent africain. Le 1er octobre 2008, ils ont installé « Africom » (Africa Command). Tout le continent africain (à l'exception de l'Egypte) a été placé sous un seul commandement US unifié regroupant l'US Army, l'US Navy, l'US Air Force, les Marines et les « opérations spéciales » (débarquements, coups d'Etat, actions clandestines...). L'idée étant de répéter ensuite le mécanisme avec l'Otan pour appuyer les forces US.

Washington, voyant des terroristes partout, en a trouvé en Afrique aussi. Comme par hasard aux alentours du pétrole nigérian et d'autres ressources naturelles convoitées. Donc, si vous voulez savoir où se dérouleront les prochains épisodes de la fameuse « guerre contre le terrorisme », cherchez sur la carte le pétrole, l'uranium et le coltan, et vous aurez trouvé. Et comme l'Islam est répandu dans de nombreux pays africains, dont le Nigéria, vous avez déjà le prochain scénario...

Objectif réel d'Africom : « stabiliser » la dépendance de l'Afrique, l'empêcher de s'émanciper, l'empêcher de devenir un acteur dépendant qui pourrait s'allier à la Chine et à l'Amérique latine. Africom constitue une arme essentielle dans les plans de domination mondiale des Etats-Unis. Ceux-ci veulent pouvoir s'appuyer sur une Afrique et des matières premières sous contrôle exclusif dans la grande bataille qui s'est déclenchée pour le contrôle de l'Asie et pour le contrôle de ses routes maritimes. En effet, l'Asie est le continent où se joue d'ores et déjà la bataille économique décisive du 21ème siècle. Mais c'est un gros morceau avec une Chine très forte et un front d'économies émergentes qui ont intérêt à former un bloc. Washington veut dès lors contrôler entièrement l'Afrique et fermer la porte aux Chinois.

La guerre contre la Libye est donc une première étape pour imposer Africom à tout le continent africain. Elle ouvre une ère non de pacification du monde, mais de nouvelles guerres. En Afrique, au Moyen-Orient, mais aussi tout autour de l'Océan indien, entre l'Afrique et la Chine.

Pourquoi l'Océan indien ? Parce que si vous regardez une carte, vous voyez que c'est la porte de la Chine et de l'Asie toute entière. Donc, pour contrôler cet océan, Washington cherche à maîtriser plusieurs zones stratégiques : 1. Le Moyen-Orient et le Golfe persique, d'où sa nervosité à propos de pays comme l'Arabie saoudite, le Yemen, Bahrein et l'Iran. 2. La Corne de l'Afrique, d'où son agressivité envers la Somalie et l'Erythrée. Nous reviendrons sur ces géostratégies dans le livre Comprendre le monde musulman - Entretiens avec Mohamed Hassan que nous préparons pour bientôt.

Le grand crime de Kadhafi

Revenons à la Libye. Dans le cadre de la bataille pour contrôler le continent noir, l'Afrique du Nord est un objectif majeur. En développant une dizaine de bases militaires en Tunisie, au Maroc et en Algérie ainsi que dans d'autres nations africaines, Washington s'ouvrirait la voie pour établir un réseau complet de bases militaires couvrant l'ensemble du continent.

Mais le projet Africom a rencontré une sérieuse résistance des pays africains. De façon hautement symbolique, aucun n'a accepté d'accueillir sur son territoire le siège central d'Africom. Et Washington a dû maintenir ce siège à... Stuttgart en Allemagne, ce qui était fort humiliant. Dans cette perspective, la guerre pour renverser Kadhafi est au fond un

avertissement très clair aux chefs d'Etat africains qui seraient tentés de suivre une voie trop indépendante.

Le voilà, le grand crime de Kadhafi : la Libye n'avait accepté aucun lien avec Africom ou avec l'Otan. Dans le passé, les Etats-Unis possédaient une importante base militaire en Libye. Mais Kadhafi la ferma en 1969. C'est évident, la guerre actuelle a notamment pour but de réoccuper la Libye. Ce serait un avant-poste stratégique permettant d'intervenir militairement en Egypte si celle-ci échappait au contrôle des Etats-Unis.

Quelles sont les prochaines cibles en Afrique ?

La question suivante sera donc : après la Libye, à qui le tour ? Quels autres pays africains pourraient être attaqués par les Etats-Unis ? C'est simple. Sachant que la Yougoslavie avait aussi été attaquée parce qu'elle refusait de rentrer dans l'Otan, il suffit de regarder la liste des pays n'ayant pas accepté de s'intégrer dans Africom, sous le commandement militaire des Etats-Unis. Il y en a cinq : Libye, Soudan, Côte d'Ivoire, Zimbabwe, Erythrée. Voilà les prochaines cibles.

Le Soudan a été scindé et placé sous la pression de sanctions internationales. Le Zimbabwe est sous sanctions également. La Côte d'Ivoire s'est vu imposer une guerre civile fomentée par l'Occident. L'Erythrée s'est vu imposer une guerre terrible par l'Ethiopie, agent des USA dans la région, elle est sous sanctions également.

Tous ces pays ont été ou vont être l'objet de campagnes de propagande et de désinformation. Qu'ils soient dirigés ou non par des dirigeants vertueux et démocratiques n'a rien à voir. L'Erythrée tente une expérience de développement économique et sociale autonome en refusant les « aides » que voudraient lui imposer la Banque mondiale et le FMI contrôlés par Washington. Ce petit pays remporte de premiers succès dans son développement, mais il est sous menace internationale. D'autres pays, s'ils « tournent mal », sont également dans le collimateur des Etats-Unis. L'Algérie particulièrement. En fait, il ne fait pas bon suivre sa propre voie...

Et pour ceux qui croiraient encore que tout ceci relève d'une « théorie du complot », que les USA ne programment pas tant de guerres mais improvisent en réagissant à l'actualité, rappelons ce qu'avait déclaré en 2007 l'ex-général Wesley Clark (commandant suprême des forces de l'Otan en Europe entre 1997 et 2001, qui dirigea les bombardements sur la Yougoslavie) : « En 2001, au Pentagone, un général m' a dit : 'Je viens de recevoir un mémo confidentiel ('classified') du secrétaire à la Défense : nous allons prendre sept pays en cinq ans, en commençant par l'Irak, ensuite la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir l'Iran'. » [12] Des rêves à la réalité, il y a une marge, mais les plans sont là. Juste retardés.

www.michelcollon.info

[1] Marianna Lepore, The war in Libya and Italian interests, inaltreparole.net, 22 février.

[2] Ron Fraser, Libya accelerates German-Arabian peninsula alliance, Trumpet.com, 21 mars

[3] Michel Collon, Israël, parlons-en !, Bruxelles 2010, p. 172.

[4] New York Times Magazine, novembre 2006.

[5] Interview radio Democracy now, 10 février.

[6] J-P Pougaldas, Les mensonges de la guerre contre la Libye, palestine-solidarite.org, 31 mars

[7] Michel Collon, Poker menteur, Bruxelles, 1998, p 160-168.

[8] Nato after enlargement, US Army War College, 1998, p. 97.

[9] Michel Collon, Monopoly - L'Otan à la conquête du monde, Bruxelles 2000, pp. 90 et 102).

[10] Assemblée commune Otan - Lloyd's à Londres, 1er octobre 2009.

[11] Nato Strategic Concept seminar, Washington, 23 février 2010.

[12] Interview radio Democracy Now, 2 mars 2007

La source originale de cet article est michelcollon.info

Copyright © Michel Collon, michelcollon.info, 2011

Articles Par : Michel Collon

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca